

# L'autre face du Mondial 2014

Au Brésil, quoi qu'on en pense, ce n'est pas la fête du ballon rond pour tout le monde. Mobilisations sociales, expropriations, forces militaires investissant certaines favelas et détentions d'activistes...

## Tables des matières :

Si Michel Platini avait rencontré Vânia Ferreira.....	2
Les militaires occupent la plus grande favela de Rio Brésil : une occupation « Mondiale » ....	5

## **Si Michel Platini avait rencontré Vânia Ferreira...**

**Si Michel Platini avait rencontré Vânia Ferreira de Lima, peut-être ne se serait-il pas aventuré à tenir ces propos qui résonnèrent comme des insultes avant le lancement de la Coupe du Monde de football, incitant les Brésiliens à faire une trêve dans leurs manifestations pendant un mois afin de ne pas perturber le bon déroulement des matchs. Quoi ? On ne va quand même pas se laisser gâcher la fête pour quelque 200.000 personnes expropriées pour cause de foot, tout de même ?! Mais ces expulsions ne sont en réalité qu'une partie des effets collatéraux provoqués par le Mondial 2014.**

Tout a démarré en juin 2013. Au Brésil, des citoyens descendent dans la rue pour manifester contre l'augmentation des tarifs des bus et métros. En réalité, le mouvement « Passe livre », mené par les étudiants et réclamant la gratuité des transports publics n'a été qu'une première étincelle qui a mis le feu aux poudres. Dans diverses grandes villes du pays, la grogne s'est étendue à d'autres revendications, les citoyens se mobilisant contre la corruption et demandant notamment une amélioration des services publics (en particulier la santé et l'éducation) et des logements, etc. En très peu de temps, les manifestations se sont multipliées un peu partout, parfois durement réprimées par les forces de police. Mais comment le Brésil en est-il arrivé là ?

Après les avancées prometteuses qui l'ont propulsé dans le rang des pays émergents aux côtés de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Russie, le Brésil connaît depuis 2010 un ralentissement économique. Certes, il peut se réjouir d'afficher l'un des taux de chômage les plus bas de son histoire (moins de 6%) et d'avoir sorti 35 millions de ses habitants de la misère depuis 2003 (1), mais ce vent favorable a quelque peu tourné lors de l'arrivée à la présidence de Dilma Rousseff, contrainte à une réduction des dépenses publiques en raison notamment d'une croissance moins forte. Tous les ingrédients nécessaires au déclenchement des premières manifestations étaient donc en place.

Après l'euphorie du début et surtout dans le contexte des investissements massifs à réaliser pour le Mondial de foot, le désenchantement était d'autant plus manifeste, le choc d'autant plus grand. Comme il fallait s'y attendre, une nébuleuse entoure le montant global des dépenses pour la Coupe du Monde. Selon les chiffres officiels, il avoisinerait les 10 milliards d'Euros, mais certaines estimations évoquent près du double. En tout cas, la construction ou rénovation de 12 stades dans diverses villes du pays aurait englouti à elle seule plus de 2 milliards d'Euros.

En ce qui concerne la ville de Recife, le stade Arena Pernambuco a coûté environ 215.000 Euros, financés en partie par des fonds publics. C'est

précisément le projet qui a valu à Vânia Ferreira de Lima l'expropriation et la destruction de sa maison. « Une personne travaillant pour une entreprise de construction est arrivée, explique-t-elle. Elle nous a dit que l'endroit où nous vivions allait être évacué en raison de la construction d'un couloir qui devait permettre l'accès au stade Arena Pernambuco....Au 3ème ordre d'expulsion, j'ai dû partir parce que la juge m'a dit qu'elle ne pouvait plus rien faire. J'ai fait des démarches, mais je n'ai encore obtenu aucune indemnisation. Le gouvernement prétend que je n'ai droit à rien parce que je n'avais pas de titre de propriété. Or, j'avais passé 44 ans dans la même rue et 21 ans dans cette maison ! ».

ETAPAS, partenaire de Frères des Hommes, développe ses activités dans la région de Recife et même si la Coupe du Monde n'a pas spécifiquement affecté les populations avec lesquelles notre partenaire travaille, ce dernier s'est montré très sensible à la question et a contribué à la diffusion d'informations et à soutenir les actions de mobilisation relatives aux impacts de l'événement sportif. « Ici, les problèmes d'expulsions liées au Mondial concernent en grande partie la municipalité de Camaragibe à 6 km du stade Arena Pernambuco et notamment la construction de voies d'accès, précise Neide Silva, responsable d'ETAPAS. A cet endroit, ce sont 200 maisons qui ont été touchées, et leurs habitants ne recevront aucune indemnisation correcte. Selon les informations qui nous sont parvenues, la destruction des maisons a provoqué déjà la mort de 7 personnes au moins, victimes de stress, dépression en raison du processus d'expulsion et de la difficulté à obtenir une indemnisation ».

En dépit de la gravité de la situation, aucune discussion sérieuse n'a été entreprise avec les populations affectées. Neide, tout en le déplorant, commente: « C'est faire peu de cas de la vie de ces gens, de leurs traditions ; il n'y a aucune volonté de leur assurer une existence digne. Ces faits doivent être examinés à la lumière du modèle de développement en vogue au Brésil. Un modèle au nom duquel tout peut être fait, y compris l'adoption de mesures qui peuvent affecter négativement la vie des habitants ». Et dans l'Etat de Pernambuco, ils sont nombreux à pâtir des effets de la sacro-sainte Coupe du Monde. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des informations précises sur le nombre d'expropriations, on estime, d'après le comité de la Coupe de Pernambuco, qu'environ 2000 familles de la région ont dû abandonner leur domicile et se trouver un autre toit.

Face à cette situation, les populations ont tenté de s'organiser. D'une part, les habitants ont tenté par le biais de leur organisation de dialoguer avec les pouvoirs publics et d'autre part, un « comité de la Coupe » a été mis sur pied dans l'Etat de Pernambuco (2), essayant d'apporter une aide à la population du lotissement de São Francisco et lançant la campagne « Nós valemós mais »(3) avec pour but d'alerter les citoyens quant aux violations de droits relatives aux

expropriations. C'est ce même comité qui a communiqué l'information relative au décès de 7 personnes et des autres ayant été confrontées à une expropriation, en attente d'une « hypothétique » indemnisation et cherchant à se reloger ailleurs.

Outre le phénomène d'expulsions, les populations de certaines villes ont été confrontées au déferlement de forces militaires et de police. A Rio de Janeiro, 2.000 soldats et des membres de la police militaire ont fait irruption dans le Complexe da Maré, la plus grande favela de la ville, avec pour mot d'ordre de « garantir la paix sociale durant la Coupe » (4). Ils y resteront jusqu'au 31 juillet. En outre, la police civile a procédé à la détention de divers activistes à veille du Mondial, parmi lesquels l'avocate Eloisa Samy et le cameraman Thiago Ramos. A Goiânia, ce sont 4 étudiants « suspectés d'inciter à la violence » qui ont été arrêtés à la fin du mois de mai (5). Face à cette vague d'arrestations, des citoyens se sont mobilisés pour la liberté d'expression et contre les violences policières. Mais, ce n'est manifestement pas tout cela qui perturbera le sommeil des dirigeants de la Fédération Internationale de Football (FIFA). Et rien ne doit troubler le juteux négoce qui entoure ce méga-événement sportif.

Quant à Vânia, elle se demande à présent de quoi son avenir sera fait. « Je vis maintenant dans une habitation que je loue et qui est loin de tout, des commerces, de l'école, de la pharmacie et de l'école. J'essaie de trouver autre chose. Un jour, il y a eu une coupure de courant et nous n'avons même pas pu nous éclairer car il n'y avait aucun commerce proche où acheter des bougies ». Et la situation est d'autant plus révoltante que rien n'a été reconstruit là où sa maison a été abattue : « Tout ce qui reste, c'est un terrain boueux. Jusqu'à présent, rien n'a été construit. Alors, pourquoi cette coupe du monde ici ? Si le pays ne dispose pas des infrastructures et des moyens pour s'occuper des Brésiliens, pourquoi organise-t-il une Coupe du Monde qui exige tant de dépenses...et en plus, beaucoup d'argent s'est évaporé en chemin ». Si Michel Platini a une réponse pertinente à donner à Vânia, elle serait certainement intéressée de l'entendre...

### ***Milena Merlino***

(1) « Por que a Copa do Mundo desafia o Brasil », Breno Altman, Sao Paulo, 12 juin 2014

(2) Des comités populaires ont été créés dans les 12 villes-sièges

(3) Littéralement "Nous valons davantage"

(4) Voir l'autre article de ce dossier : « Les militaires occupent la plus grande favela de Rio : une occupation Mondiale » par Raúl Zibechi, Alai-Amlatina, 16 avril 2014

(5) « Na véspera da Copa do Mundo, ativistas são detidos no Rio de Janeiro », Brasil de Fato, 11 juin 2014

## **Les militaires occupent la plus grande favela de Rio Brésil : une occupation « Mondiale »**

Des milliers de soldats ont occupé le « Complexe da Maré », une zone stratégique de Rio de Janeiro où 130.000 personnes vivent dans quinze favelas. Les hommes en uniforme y resteront jusqu'au 31 juillet pour garantir la « paix sociale » durant la Coupe du Monde.

Quand fut célébré le cinquantième anniversaire du coup d'Etat qui imposa un régime autoritaire dans toute la région, deux mille soldats appartenant à la Marine et à l'Armée pénétrèrent à bord de seize blindés dans le « Complexe da Maré ». Ils transportaient des unités appartenant au Bataillon des Opérations Spéciales (BOPE) de la Police Militaire. Des hélicoptères occupés par des tireurs d'élite survolèrent la zone en rase-mottes couvrant ainsi les forces opérant à terre. Toute la manœuvre fut organisée conjointement par les trois pouvoirs en exercice au Brésil : les autorités municipales, étatiques et fédérales.

L'opération fut annoncée à maintes reprises et bénéficia d'une large couverture médiatique permettant ainsi à de nombreux miliciens du narcotrafic d'émigrer vers d'autres favelas où la présence policière était moindre. En quelques heures, 118 personnes furent arrêtées. Des fusils d'assaut, des mitrailleuses, de la drogue ainsi que des motos et des voitures volées furent saisis.

Les soldats passèrent au peigne fin quelques zones, maison par maison, mais durent tirer en l'air lorsque la foule s'opposa à ce que l'on emmène un jeune blessé par balle, montrant ainsi les limites de ce type d'intervention. L'objectif était d'installer une Unité de Police de Pacification (UPP) composée de 1500 policiers, comme cela s'est déjà fait dans d'autres zones. Le journaliste du journal El País fit remarquer cependant que les autorités devront en outre « renforcer d'autres secteurs qui paraissaient dernièrement avoir échappé au contrôle de la police. Ce fut le cas du « Complexe de Alemán », occupé en 2010, ainsi que de la favela Rocinha ».

### **La Paix Olympique**

Le « Complexe da Maré » constitue la plus grande favela de Rio. Mais à la différence de celles construites à flanc de colline, cette favela occupe des terrains plats gagnés sur la baie de Guanabara, terrains qui furent recouverts de terre de remblais et nivelés. Cette favela comporte 15 communautés regroupant 130.000 habitants installés entre trois grandes voies de communication : l'avenue Brasil, huit voies de trafic intense et les Lignes Jaune et Rouge. Il s'agit d'un endroit stratégique par où passent les trois voies rapides reliant la

ville à l'aéroport international Antonio Carlos Jobim (ex Galeão), lieu d'arrivée des milliers de touristes se préparant à assister au Mondial et aux Jeux Olympiques.

Le « Maré » associe les habitations construites par les habitants eux-mêmes, habitations typiques des favelas, et des constructions précaires en mauvais état. Dans la zone de Nueva Holanda, les lotissements construits par l'Etat dans la décennie 1960 sont les plus nombreux mais la pauvreté, la surpopulation et le manque de services publics les ont transformés en favelas.

Malgré une densité élevée de population et l'abondance des jeunes, il n'existe ni lieux de détente, ni équipement culturel. Un désert pour des pauvres, entassés les uns sur les autres. « Maré », marée en portugais, a été construit sur des terrains inondables convenant peu à la spéculation immobilière. Deux bandes de narcotrafiquants, « Comando Vermelho » et « Amigos dos Amigos » se disputent le territoire mais ce sont les petits trafiquants de drogue, tous des adolescents, qui sont les victimes privilégiées de la police militaire.

Echaudés par des décennies de mauvais traitements, les habitants sont devenus méfiants. « Rien ne va s'améliorer. Dans d'autres favelas, les UPP ont été un échec », remarque un commerçant. Le coordinateur de l'ONG « Observatorio de Favelas », Mario Simão, affirme que « la population se méfie des forces de police car celles-ci se sont compromises dans des agressions et ne jouissent d'aucun respect » (El País du 30 mars 2014).

A la longue liste des agressions commises par la Police Militaire contre la population des favelas viennent s'ajouter des faits antérieurs analogues qui confirment les craintes. En 2007, dans le cadre de la préparation de la ville aux Jeux Panaméricains, l'occupation militaire du « Complexe de Alemán » s'est soldée par 43 morts et 81 blessés. En juin 2013, quand des millions de personnes manifestaient dans les principales villes sans que l'on ait à déplorer un seul mort, le BOPE entra dans le « Complexe da Maré » à la poursuite de petits délinquants. Ils tuèrent un jeune. Un sergent fut tué par les gens du quartier.

Peu de temps après, les hostilités reprirent : plus de 300 policiers, le sinistre «caveirão» (blindé ayant comme signe distinctif une tête de mort et utilisé uniquement dans les favelas), hélicoptères d'appui, fusils. Ils tirèrent sur les transformateurs électriques pour provoquer des pannes de courant et camoufler ainsi le massacre. Les militaires tirèrent sur tous les hommes se trouvant dans les rues et entrèrent dans les maisons après avoir défoncé les portes. Cette nuit se solda par la mort de dix personnes y compris celle d'un sergent. Tous des hommes. Tous des pauvres et presque tous des Noirs. Le plus âgé avait 42 ans,

les deux plus jeunes : 16 ans. La police elle-même reconnut qu'il y aurait eu « trois tués innocents », comme si les autres étaient coupables.

### **Un Arrêté Ministériel**

En décembre, l'Ordonnance 3.461 du Ministère de la Défense fut approuvée. Elle prévoyait l'utilisation des forces armées pour maintenir l'ordre. Cette décision était étroitement liée à ce que l'on a appelé les « méga-événements » : les Jeux Olympiques de 2016 et le Mondial de football. « Nous allons rétablir la présence de l'Etat » affirma le général Ronaldo Escoto, commandant la dénommée « Force de Pacification ». « Patrouiller et saturer », c'est ainsi que fut définie une des principales tâches des hommes en uniforme.

Selon un rapport de l'organisation des droits humains « Justicia Global », daté du 29 mars, la veille de l'occupation, un juge pénal de Rio « rendit une ordonnance générale de recherche et d'arrestation autorisant la Police à pénétrer dans les domiciles privés ». La figure juridique de cette « ordonnance générale » fut fortement critiquée par les juristes et les avocats. Elle consistait en effet à criminaliser la pauvreté puisqu'elle était d'application uniquement dans les favelas. L'ordonnance générale permit ainsi la violation de domiciles dans deux favelas de Maré : Nova Holanda et Parque União.

L'« Observatorio de Favelas » a fait savoir qu'une rencontre entre les organisations de la société civile de cette favela s'était tenue à Maré, le dimanche 30 mars. On y a débattu du problème posé par cette « ordonnance générale ». Les participants considèrent qu'ils sont confrontés à une action illégale de l'Etat, action qui sera dénoncée devant la justice dans les jours suivants.

Le 31 mars, le député fédéral Chico Alencar (PSOL) a critiqué cette ordonnance en ces termes : il s'agit d'un « outil juridique faisant de tout habitant d'une favela une personne suspecte et considérant, par extension, la favela comme un territoire ennemi ». Le sociologue Cândido Grzybowski, directeur de Ibase, a dénoncé « la politique actuelle de sécurité qui consiste à se consacrer à la protection de la ville face aux favelas et à leurs habitants au lieu de garantir l'égalité des droits touchant à la sécurité et faire en sorte que tous ceux qui vivent à Rio soient à l'abri de la violence. »

Selon « Justicia Global », organisme qui s'emploie à dénoncer les exactions policières et à défendre les habitants des favelas, les pratiques policières exercées dans ces territoires violent les droits des personnes. La police a en effet recours à une terminologie générale afin de cacher les exécutions sommaires :

invoquant, par exemple, la « résistance à l'autorité » ou la « résistance suivie de décès ».

L'idée qu'il devient nécessaire de démilitariser les forces de sécurité commence à se répandre dans l'opinion publique. La Police Militaire est apparue au début du XIXème siècle, sous le nom de Division Militaire de la Garde Royale de la Police de Rio de Janeiro. Elle avait pour mission de protéger la famille royale. Elle s'est renforcée en tant que force de police juste après l'abolition de l'esclavage, quand elle s'est spécialisée dans la protection des élites face aux pauvres. Durant la dictature militaire (1964-1985), la Police Militaire a joué un rôle prépondérant dans la persécution des opposants.

Cependant, ce fut à la suite des manifestations de juin que la Police Militaire occupa à nouveau une place prépondérante dans le débat politique. Les organismes de défense des droits humains ont présenté devant la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme de l'OEA plus de 200 cas de violations survenus après les manifestations de juin 2013. Le Brésil est l'un des rares pays où cette police dépend des forces armées et reste attachée à son statut militaire.

Dans cet ordre d'idées, « Justicia Global » souligne que la démilitarisation réclamée ne consiste pas seulement à mettre fin à la Police Militaire en tant que corporation, mais surtout à « s'opposer à un type de fonctionnement, à des façons de gouverner, de travailler et de vivre » qui subsistent depuis la période coloniale esclavagiste.

***Raúl Zibechi***

*(journaliste uruguayen, écrit dans Brecha ainsi que dans La Jornada et collabore à ALAI).*

**ALAI AMLATINA, 16/04/2014**

Traduction : Jean-Pierre Plumet

Publié avec l'aimable autorisation d'ALAI-AMLATINA